



Communiqué du SNUipp-FSU 93

Le 21 septembre 2020

UN AN APRES LE SUICIDE DE CHRISTINE RENON, OU EN EST-ON ?

Il y a un an jour pour jour, notre collègue et camarade Christine Renon mettait fin à ses jours dans les locaux de son école maternelle à Pantin. Son geste, la lettre qu'elle a pris le temps d'adresser à ses collègues, son syndicat, sa hiérarchie, ont provoqué une réelle lame de fond au sein de toute la profession (professeur-e, directions, enseignant-es spécialisé-es, AESH, formateurs/CPC...). La perte de sens de son métier, les pressions multiples, l'épuisement professionnel qu'elle décrit nous a tous bouleversé. Chacun-e s'est retrouvé-e dans cet écrit qui a mis en lumière les difficultés vécues au quotidien. Une réalité totalement niée et méprisée par notre ministre, qui, dans les premières heures, évoquait le suicide sans nommer notre collègue !

Un an après où en est-on ?

La mission de direction d'école n'a cessé de se complexifier ces dernières années, notamment par des injonctions hiérarchiques, parfois contradictoires, de plus en plus déconnectées du travail de terrain. Les promesses d'allègement des tâches dévolues à cette mission sont restées lettres mortes.

Saisi en novembre 2019 par un courrier signé par plus de 250 collègues du 93 en charge de direction lui demandant audience, le ministre n'a pas respecté son engagement et n'a pas daigné nous recevoir.

Ces derniers mois, particulièrement lors du confinement, les nombreux revirements dans les directives de l'institution ont obligé les enseignant-es et plus particulièrement les directions d'école à mettre en place une multitude d'organisations. Cette charge de travail conséquente et inédite sera « couronnée » en juin 2020 par un écœurant prof-bashing dans certains médias, alimenté par les propos du ministre (10/06/20 RTL) qui n'aura pas cessé d'afficher son mépris.

La solitude de la mission de direction d'école a atteint son paroxysme dans le contexte de crise sanitaire. Comme dans les autres services publics, l'ambition de réussite du système éducatif n'est portée que par son personnel. Le ministre est bien trop occupé à continuer ses politiques libérales d'affaiblissement du service public d'éducation.

Il est plus qu'urgent de stopper ce train infernal de réformes complètement destructrices guidées par une idéologie libérale et légitimée médiatiquement par des think tanks financés par les grandes entreprises.

Alors en cette rentrée, nous n'oublions pas notre collègue Christine Renon et sa lettre explicite sur la fonction de directrice d'école. Jean-Michel Blanquer, hermétique, maintient ses positions. Bien que dénoncé par toute la profession au printemps 2019 lors de la Loi Blanquer et lors d'une enquête ministérielle suite au suicide de notre collègue, il persiste en voulant introduire un rapport hiérarchique au sein des écoles par le biais de la directrice ou du directeur. Ce n'est pas la solution pour que les équipes fonctionnent mieux et retrouvent du sens à leur travail. Au lieu de préparer cette rentrée si spéciale en raison du contexte sanitaire, il réintroduit par le biais d'une circulaire la notion de délégation d'autorité du DASEN pour les directions d'école. Le SNUipp-FSU est plus que jamais opposé à cette idée, le conseil des maîtres doit rester l'instance de régulation et de gestion des écoles. Nous continuons de penser que c'est avec du temps, des moyens humains, de la liberté, de la confiance, de la formation et une véritable revalorisation sans condition que les conditions de travail s'amélioreront pour nos collègues, quelle que soit la fonction qu'ils/elles occupent dans l'école.